



## **ALLOCUTION DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

### **A l'occasion de l'Inauguration du 45<sup>e</sup> Salon International de l'Agriculture**

**Parc des Expositions  
Paris - Samedi 23 Février 2008**

Monsieur le Président, cher Christian PATRIA,  
Monsieur le Ministre, cher Michel  
Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de me retrouver ici parmi vous, à l'occasion de l'inauguration de ce 45<sup>ème</sup> Salon International de l'Agriculture, et je salue tous les ministres étrangers qui nous font l'honneur de leur présence. Je salue, bien sur, les agriculteurs de France, mais également tous ceux, chefs d'entreprise industrielle, artisans et salariés, grâce auxquels la France se présente au premier rang des nations dans le secteur agricole et agro-alimentaire.

Cher Christian PATRIA, j'ai parfaitement conscience que ce salon de l'Agriculture est une extraordinaire vitrine des métiers et des produits français. C'est un rendez-vous mondial, c'est une occasion de découvertes, c'est une occasion de plaisir.

Pendant des siècles, l'agriculture a participé de l'identité et de la tradition française. Aujourd'hui, au-delà de sa dimension culturelle, l'agriculture porte un double enjeu. Un enjeu économique, j'y reviendrai, et un enjeu de civilisation. L'agriculture a façonné nos paysages. L'agriculture a donné à notre patrie une âme et aujourd'hui encore, l'agriculture permet à la France d'être le deuxième pays en superficie d'Europe. S'il n'y avait pas l'agriculture, notre pays serait un désert.

L'agriculture et les métiers qui la façonnent sont également à l'origine de la diversité gastronomique de notre pays. J'ai pris l'initiative que la France soit le premier pays à déposer, dès 2009, une candidature auprès de l'UNESCO pour permettre la reconnaissance de notre patrimoine gastronomique au patrimoine mondial. Nous avons la meilleure gastronomie du monde, enfin, de notre point de vue – enfin on veut bien se comparer avec les autres – et bien, nous voulons que cela soit reconnu au patrimoine mondial.

Ma conviction, c'est qu'en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'agriculture est stratégique, elle est stratégique pour la France, mais mes chers amis européens, elle est stratégique pour l'Europe également.

Je n'ai pas changé. Je veux une nouvelle ambition pour l'agriculture en Europe et j'affirme que l'agriculture du XXI<sup>e</sup> siècle doit être une agriculture de production, une agriculture où chaque agriculteur est considéré comme un entrepreneur, qui doit vivre de son travail avec des prix qui reconnaissent la qualité de ce travail.

Je veux commencer mon propos par cela, parce que tout dépend de cela. Les agriculteurs ne veulent pas être fonctionnarisés. Les agriculteurs ne veulent pas être subventionnés. Les agriculteurs veulent vivre de leur travail. La première question essentielle c'est celle des prix et donc de la préférence communautaire. J'y reviendrai. L'agriculture est un travail, l'agriculteur est un entrepreneur, il y a un



savoir faire et il y a une volonté d'être rémunéré pour ce savoir faire. La France est le premier exportateur mondial pour les produits agricoles transformés. L'excédent de notre balance commerciale dans ce secteur, parlant sous le contrôle de Michel BARNIER, c'est 9 milliards d'euros en 2007. Nous devons conserver cette carte majeure pour l'économie française. L'agriculture, c'est un élément de notre économie stratégique, l'agriculture, ce n'est pas simplement une réserve nostalgique d'une façon dont on pouvait voir nos territoires, il y a deux siècles, l'agriculture, c'est un secteur de pointe de l'économie française, de pointe, au même titre que l'aéronautique, au même titre, il y a les nanotechnologies, il y a l'agriculture. Pour cela, j'en ai parlé avec vos responsables agricoles, n'est-ce pas cher Jean-Michel, il nous faut une « nouvelle donne » agricole, il faut une action résolue, cohérente au niveau national, au niveau européen et au niveau international.

Au niveau national, j'avais pris des engagements le 11 septembre dernier. Je veux aujourd'hui rendre des comptes.

Grâce à des prix rémunérateurs que les agriculteurs européens obtiendront, ils trouveront de nouvelles perspectives. Si les emblavements de cultures ont augmenté de 5% cet hiver, si les éleveurs laitiers ont pu augmenter pour certains de 20% leur production au mois de janvier, c'est grâce à des prix, et une compétitivité accrue. Il faut une véritable politique communautaire de stabilisation des marchés. Nous avons défini les conditions d'une généralisation, dès 2009, des mécanismes de gestion des risques climatiques, à l'ensemble de nos exploitations. Simultanément, la mise en œuvre d'un fond d'indemnisation sanitaire permettra de mieux gérer les conséquences des crises sanitaires, à l'image de la fièvre catarrhale ovine.

Vivre des prix – je n'hésite pas de le dire – cela signifie que chacun doit jouer le jeu de la concurrence. Cela a été un débat entre les représentants et nous, sur la fameuse loi Galland. Nous avons conservé un cadre spécifique aux produits agricoles. Et j'ai parfaitement conscience que l'on ne peut pas laisser les agriculteurs seuls face à cinq intervenants de la grande distribution. Je le dis à Monsieur BEDIER. Mais en même temps, je demande aux agriculteurs de structurer mieux leurs filières pour organiser des discussions. Il n'y a pas d'un côté l'enfer et de l'autre, le paradis. Il y a un effort commun, alors, c'est plus facile quand on est devant les uns de taper sur les autres, moi, je vous dis simplement que l'Etat ne vous laissera pas tomber, pour vous garantir dans les discussions avec la grande distribution que vous ne serez pas seuls mais en même temps, l'Etat vous demande de restructurer certaines filières dont il faut bien dire que la pagaille qui y règne est responsable des faibles prix qu'ils obtiennent. Moi, je veux dire la vérité, en tout cas telle que je la reçois, telle que je la reconnais et à partir de ce moment-là, on pourra conduire la réforme portant sur la négociabilité des conditions de vente, les agriculteurs dans cette réforme devront y trouver leur compte. Je le dis à Jean-Michel, au Président des Jeunes Agriculteurs je ne vous ai pas laissé tomber. Mais je n'ai jamais non plus tenu le discours de la facilité qui consiste à dire que quand il y a des problèmes, je pense notamment aux fruits et légumes, c'est toujours les autres. J'ai le souvenir qu'entre certaines régions, il n'y avait aucune solidarité au moment d'un certain nombre de crise. Donc, nous avons un effort réciproque à faire.

Il faut donc s'organiser. C'est capital notamment pour la filière porcine – dont Michel BARNIER me disait à juste titre – qu'elle traverse aujourd'hui une crise, je le pense, sans précédent par rapport à ce que nous avons connu. Cela pose une question au regard du droit de la concurrence. Nous avons pris l'initiative d'un mémorandum auprès de la Commission européenne, pour renforcer l'organisation commerciale de l'offre et assurer le développement des interprofessions françaises. Et j'aimerais que la Commission comprenne que ce n'est pas parce que l'on organise les producteurs que l'on nuit à la concurrence, bien au contraire.

J'ai souhaité soutenir une agriculture qui participe au développement durable de notre pays et de l'Europe, et assure la qualité sanitaire de nos produits. Alors je sais qu'un certain nombre d'entre vous - vous avez participé au Grenelle de l'Environnement – je sais qu'un certain nombre d'entre vous ont eu peur d'être les victimes du Grenelle de l'Environnement. Je vous remercie d'y avoir participé parce



que cela fait bien longtemps que je pense que les agriculteurs sont les premières victimes des pesticides et ne sont pas les premiers coupables. Et cela ne sert à rien d'opposer les uns aux autres. Nous avons pu signer des accords sans précédents entre des organisations qui n'envisageaient même pas de se rencontrer au mois de septembre dernier ! Je ne laisserai pas les agriculteurs être montrés du doigt dans notre pays. S'il n'y avait pas les agriculteurs, la nature, le paysage de notre pays ne seraient pas ce qu'ils sont aujourd'hui. Et je rends hommage à vos responsables qui ont accepté d'engager cet effort de discussion. Alors, l'effort fait chaque jour par l'agriculture française pour s'adapter aux exigences nouvelles doit être reconnu au niveau communautaire. Je veux le dire, je souhaite qu'au niveau communautaire – je le dis à Joseph DAUL - une harmonisation renforcée des normes environnementales et sanitaires à l'intérieur de l'Europe. Nous devons avoir les mêmes normes, si nous voulons la qualité et la sécurité pour le consommateur européen et la concurrence entre les agriculteurs des différents pays doit être équitable. Je le dis, cher Jean-Michel, je n'accepterai pas que les agriculteurs français souffrent de distorsions de concurrence. J'ajoute que ce que je pense pour les normes environnementales, je le pense également sur la question des OGM. L'Europe doit avancer d'un même pas, au risque d'une absence de cohérence.

Alors, l'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique exige par ailleurs que nous progressions rapidement dans l'utilisation des énergies renouvelables. L'agriculture et la forêt seront les principaux acteurs de notre effort de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La recherche en matière de biocarburants, que fiscalement, nous aiderons encore, l'exploitation de la biomasse forestière, l'innovation en matière de chimie verte, il faut les renforcer parce que ce sont des ressources supplémentaires et des secteurs d'avenir pour les exploitations agricoles françaises.

J'ai souhaité enfin renforcer en 2008 la politique d'aide à la création d'entreprises agricoles et d'installation des jeunes, en engageant une enveloppe de 130 millions d'euros pour financer les fameux, Monsieur le président, prêts bonifiés. Tout à l'heure, j'apporterai mon soutien au pacte renouvelé pour l'installation de jeunes en agriculture. Je voudrais quand même dire aux Français une chose, c'est que dix ans après, 90% des entreprises agricoles qui ont été aidées continuent à vivre. Et je le dis devant le Président du Crédit Agricole, quel est le secteur économique qui peut dire que 90 % des entreprises nouvelles qui ont été aidées survivent. Je veux dire une deuxième chose que si l'on ne favorise pas l'installation des jeunes agriculteurs, on tue l'agriculture française. La question de l'installation des jeunes agriculteurs est centrale. Je le dis d'ailleurs au Président du CNJA, il y a deux questions majeures – il y en a bien d'autres – il y a la question des prix et de la préférence communautaire et la question de l'installation des jeunes. Il y a l'agriculture de montagne, il y a les aides particulières, mais, si l'on arrive à avoir une profession où un jeune qui s'installe, se dit dans 20 ans, « je peux toujours faire mon boulot » et où un agriculteur, quelque soit son âge, se dise : « J'aurai des prix qui rémunèrent mon travail », si l'on fait cela, rien que ce la, déjà on a résolu 80 % des problèmes de l'agriculture française et européenne.

Alors, un mot sur les petites pensions, tout le monde m'en a parlé et le maintien du pouvoir d'achat des retraités agricoles. Ces questions-là seront examinées avant la fin du premier semestre de cette année, avant la fin juin. Je veux le faire avec méthode, mais je vous le dis je veux le faire sans démagogie. Cela veut dire quoi, je veux d'abord réduire les « poches de pauvreté », parce qu'il y a des poches de pauvreté dans le monde agricole où se trouvent certains retraités totalement oubliés par les revalorisations successives et je veux en priorité étudier des mesures en faveur des conjoints et des veuves. Je veux que soit reconnu le travail des conjoints et que soit soulagée la misère d'un certain nombre de veuves.

Vous le voyez, le chemin que j'ai tracé à Rennes se précise. Les engagements ont été tenus, et je tiens, devant vous, à remercier Michel BARNIER pour la qualité exceptionnelle de son action au service de notre agriculture, cher Michel, de notre forêt et de notre pêche qui fait intégralement partie de tes sujets de préoccupation.



Alors, au niveau européen, il y a un travail immense qui doit être conduit sur la Politique Agricole Commune, pour l'adapter aux nouveaux défis. Je vais prendre mes responsabilités, je suis décidé à jouer un rôle offensif sur ce sujet essentiel, et peut-être que cela sera un sujet de débat entre nous, alors débattons, je ne crois pas à la posture purement défensive et conservatrice qui a trop souvent été la nôtre. On s'est fait mettre à tort dans les cordes sur la question de la Politique agricole commune. La Politique agricole commune, c'est d'abord la première politique européenne, ceux qui veulent détruire la PAC ne croient pas en l'Europe, ne croient pas à l'Europe. J'ajoute que ce secteur agricole européen, il n'y a aucune raison que l'on laisse le champ libre à nos amis américains et aux agriculteurs américains. Eux, ne le font pas pour eux, pourquoi le ferions-nous pour nous ?

Je veux mettre la France au cœur d'un projet européen.

Pendant la campagne présidentielle, je m'étais engagé à tout faire pour tourner la page du vote non à la Constitution Giscard. J'aimerais m'en expliquer devant vous. Vous les agriculteurs dans je sais parfaitement qu'une partie a voté non – moi, j'ai voté oui. Mais permettez-moi de vous dire une chose. Comment voulez-vous que nous pesions en Europe sur les choix de politique agricole, si la France restait le pays qui a dit non à l'Europe. Comment voulez-vous que je puisse faire entendre la voix de la France à la table des négociations en Europe si nous sommes en dehors de la table. Et croyez-vous que les 25 autres pays attendaient tranquillement pendant que la France et les Pays-Bas étaient dehors. Je ne porte pas de jugement, je ne reproche à personne son vote et je peux même comprendre les raisons qui ont conduit certains à voter non. Et moi, je suis devenu Président de la République il y a neuf mois. La France était en dehors, neuf mois après, je vous demande de juger. C'est la France qui a proposé le traité simplifié. C'est la France qui l'a fait adopter. Et la France qui a dit non a été la première à le ratifier. On n'est quand même pas dans la même situation aujourd'hui pour négocier avec nos partenaires que celle qui était la nôtre hier. Que vous ayez voté oui ou que vous ayez voté non, c'est lumineux. Et je veux revenir sur la question du référendum. Vous savez, j'ai plutôt le tempérament à dire ma vérité, je n'ai pas le tempérament à l'hypocrisie et au mensonge. D'ailleurs, si vous aimez l'hypocrisie et le mensonge, vous avez le choix dans le milieu politique, il y a ce qu'il faut. Alors, acceptez au moins cette différence. Je n'aime pas mentir, je n'aime pas être hypocrite. Si j'avais dit à nos partenaires, on va refaire un référendum, croyez-vous qu'ils auraient accepté le traité simplifié ? Y en a-t-il un seul qui pense cela ? Et l'on avait continué à dire non, croyez-vous que l'Europe continuerait à financer la Politique agricole commune ? J'ai pris mes responsabilités, mais attention Mesdames et Messieurs, ces responsabilités je ne les ai pas prises après les élections, c'est trop facile cela, j'ai dit avant les élections ce que je ferai après. J'ai dit dans le débat avec la dame – vous vous souvenez, celle qui était ma concurrente à la Présidentielle – j'ai dit que je ne ferai pas de référendum, que je proposerai le Traité simplifié, que je remettrai la France au cœur de l'Europe et que j'obtiendrai que nous reprenions notre place au sein de la Communauté de l'Union européenne. C'est très exactement ce que j'ai fait et croyez-moi, cela n'a pas été aussi facile d'obtenir cela. Alors à partir de ce moment-là, qu'est-ce que l'on en fait et que décide-t-on ?

Parce que vous savez très bien que l'avenir de l'agriculture ne se joue pas à Paris simplement et cela ne se joue pas simplement à Bruxelles. Cela se joue d'abord à Genève. Je veux dire un mot de l'OMC. L'OMC n'est pas une donnée extérieure qui nous est imposée : nous sommes acteur de l'OMC et même si cela ne plait pas, nous y sommes acteurs, dans l'OMC il n'y a pas que M. LAMY, il y a aussi la France et je considère que l'Europe doit faire preuve d'une résolution beaucoup plus grande pour défendre ses intérêts et je regrette que l'Europe accepte des concessions toujours plus importantes sans aucun retour. Cette attitude est une impasse. Je demande donc que les négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce repartent sur des bases saines, sur des objectifs clarifiés et que les choses soient claires, le gouvernement de la République Française s'opposera fermement à tout accord qui sacrifierait les intérêts de l'agriculture française et européenne. Comme il faut l'unanimité, chacun est aujourd'hui devant ses responsabilités. J'ajoute pour être sur d'être parfaitement compris que quand on me dit que l'accord permettra la croissance, à ma connaissance, cela fait 7 ou 8 ans qu'il n'y a plus d'accord et il n'y a jamais eu une croissance mondiale aussi forte. Que l'on ne vienne pas



m'expliquer - je préfère un accord, mais pas à n'importe quelle condition – que s'il n'y a pas d'accord il n'y a pas de croissance, parce que les Français comme les Européens voient que depuis 7 ou 8 ans, c'est exactement l'inverse. J'ajoute que je ne vois pas pourquoi on culpabiliserait l'Europe de défendre ces intérêts alors que les Etats-Unis d'Amérique le font avec tant d'énergie, tant de passion et tant d'efficacité pour leur agriculture ? Cela devrait nous faire réfléchir, parce que les Etats-Unis ont compris qu'il y avait une suprématie de leur "pouvoir vert".

Alors on ne peut plus continuer à imposer à nos entreprises agricoles un dumping environnemental, un dumping social, un dumping fiscal, un dumping monétaire, dont l'ampleur croît chaque jour, bien au-delà des débats feutrés de Genève. Je ne veux pas les déranger mais qu'ils ne comptent pas sur ma signature pour continuer sur ce rythme dans ces conditions.

Nous nous éloignons toujours un peu plus de nos objectifs de départ dans ce cycle. Les pays émergents considèrent qu'ils n'ont que des droits et aucun devoir. Je crois en l'émergence de puissances mondiales que sont la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud – où je me rends la semaine prochaine – le Mexique, le Brésil. Je me bats pour que ces pays, sur la scène internationale aient des droits qui correspondent à leur immensité. Mais je leur dis avec la même force, vous n'avez pas que des droits, vous avez aussi des devoirs. C'est d'ailleurs pourquoi, Jean-Michel, je me bats pour que le G8 se transforme en G13 parce qu'imaginer régler les grands problèmes du monde sans inviter un pays africain, sans inviter un pays d'Amérique du Sud et en oubliant la Chine et l'Inde, c'est, me semble-t-il déraisonnable, le mot à mes yeux est faible.

Enfin, sur le plan communautaire, je veux engager, avec la Commission européenne et son président, José Manuel BARROSO, que je soutiens, qui est un homme de qualité, une véritable rénovation de la Politique Agricole Commune.

Là, nous sommes au cœur de tout. Certains de mes propres amis me recommanderaient d'attendre. Attendre. Attendre quoi ? Que le ciel nous tombe sur la tête. En France, dès qu'il y a un problème, il y a toujours des gens sympathiques pour dire qu'il faut attendre, mais attendre quoi ? Les problèmes de la France ne vont pas se régler si l'on ne s'en occupe pas quand même. Et la Politique Agricole Commune, je sais qu'elle est financée jusqu'en 2013, mais 2013 pour un jeune de 22 ans qui s'installe, c'est demain matin. Que se passe-t-il en 2013 ? Et bien, je ne ferais pas comme ont fait tant d'autres, on met la poussière sous le tapis et on repasse le total aux autres. Non, il n'y a pas à attendre. Il faut discuter tout de suite de façon offensive. Faut-il attendre les prochaines discussions sur le réexamen des politiques et sur le budget de l'Union européenne en 2010 ? Attendre la négociation sur l'avenir de la PAC en 2013. Je veux la rupture avec le conservatisme et l'immobilisme.

Je suis convaincu que la PAC doit être rénovée, refondée. C'est pourquoi, je propose que dès le 1<sup>er</sup> juillet de cette année deux exercices de nature différente mais profondément complémentaires soient conduits par la Présidence française, cher Michel.

Le premier exercice sera celui du bilan de santé de la PAC. La Commission a fait des propositions dès le mois de novembre. Elles sont activement discutées sous présidence slovène et il appartiendra à la Présidence française de mener à bien cette négociation au second semestre de cette année. Je sais bien que c'est un exercice essentiellement technique, mais c'est un exercice important car les décisions que nous prendrons dans ce cadre s'appliqueront dès 2009. Je veux être clair : je veillerai à ce que cet exercice soit l'occasion d'engager, dès 2009, – et je pèse mes mots – une véritable refondation des modalités de mise en œuvre de la PAC dans notre pays, qui se fera en totale cohérence avec nos objectifs politiques de 2013.

J'entends déjà certains me dire : « mais discutons des principes politiques de la PAC, et attendons 2013 pour réformer les outils. Dans l'intervalle le bilan de santé de la PAC doit nous permettre d'appliquer les rustines pour rééquilibrer les soutiens aux nouvelles conditions de marché ». Faut-il attendre quoi ? Une nouvelle crise sanitaire, une nouvelle crise économique ? Faut-il attendre une nouvelle délocalisation de notre élevage pour agir ?



Eh bien non ! Je prends mes responsabilités, la France engagera au cours de cet exercice, une véritable discussion avec chacun de nos partenaires européens avec le double objectif d'une meilleure gestion des risques climatiques, sanitaires et économiques et du maintien de l'activité de production dans les territoires fragiles.

Mener à bien, sous notre présidence, cet exercice n'a bien sur, d'intérêt que si nous sommes d'accord – c'est le deuxième exercice - sur les objectifs de la PAC refondée. Un peu de méthode ne nuit pas.

Je vais proposer à nos partenaires, cher Joseph DAUL, avec le Parlement européen, acteur majeur de la Politique agricole commune et je rencontrerai les 7 présidents de groupes avant la Présidence française et la Commission, une discussion sur un nouveau cadre politique applicable en 2013, pour notre agriculture en Europe. Il ne s'agit pas de remettre en cause l'accord sur le budget, qui court jusqu'en 2013, ni de préempter la prochaine discussion sur la révision générale des politiques communautaires. Il s'agit de donner une cohérence nouvelle à la politique agricole commune, en se mettant d'accord sur les objectifs qui doivent la guider. La discussion sur le budget viendra après, le budget c'est la conséquence, la cause, c'est les objectifs, c'est cela, la méthode quand même. C'est invraisemblable, on ne va pas parler de budget tant que nous ne nous sommes pas mis d'accord sur les objectifs, nous allons nous mettre d'accord sur les objectifs, et nous mettrons un budget au service de ces objectifs.

Pour moi, j'ai 4 objectifs :

La sécurité alimentaire – je l'ai dit aux syndicalistes agricoles – c'est un enjeu majeur pour 400 millions de consommateurs européens. Vous êtes les garants de la sécurité alimentaire. Cela signifie un approvisionnement régulier, accessible, garanti sur le plan sanitaire. Cela signifie défendre notre alimentation dans sa diversité, ses goûts et ses saveurs. Je ne me résous pas à l'uniformisation de notre modèle alimentaire. Et puis, cela signifie de ne pas laisser l'alimentation des Européens à la spéculation et au moins disant sanitaire ou environnemental. D'ailleurs, je ne vois pas pourquoi on va imposer à nos éleveurs des règles très dures et très justifiées, sur la traçabilité et sur le bien-être animal et continuer à faire venir de la viande d'autres parties du monde auxquelles on n'impose aucune règle sur le bien-être animal et sur la traçabilité. Ce sont les mêmes consommateurs qui vont acheter. Il n'y a pas de raison.

Le deuxième objectif, nous devons participer aux équilibres alimentaires mondiaux. Ecoutez, en regardant le monde, qu'est-ce qui explique la montée des prix agricoles si ce n'est la demande croissante alimentaire, notamment en Asie, il y a tant de gens qui meurent de faim, on ne va pas nous expliquer que l'on a trop d'agriculteurs.

Le troisième objectif, c'est contribuer à la lutte contre les changements climatiques et à l'amélioration de l'environnement.

Et le quatrième objectif, à mes yeux, c'est l'équilibre des nos territoires.

- Enfin, je souhaite une gestion des marchés responsabilisant davantage les agriculteurs et les filières,
- Une préférence communautaire renouvelée. Alors là cela progresse. Quand pendant la campagne électorale, je parlais de préférence communautaire, c'est tout juste si avec Michel, on disait des gros mots. Il y a en même un, un jour, qui m'a dit : « cela me rappelle LE PEN », alors si LE PEN dit le ciel est bleu, moi, je dois dire il est rouge. La préférence communautaire ce n'est pas un gros mot, si l'on a fait l'Europe, c'est justement pour la préférence communautaire, ou alors il ne fallait pas faire l'Europe. Si l'on a fait l'Europe, c'est pour créer les conditions d'un marché pour développer une agriculture européenne qui a notre préférence sur les autres. J'ajoute que, comme les prix mondiaux augmentent, c'est le



moment justement de faire la préférence communautaire. J'ajoute qu'il faut aussi la réciprocité et cesser la naïveté dans les discussions avec l'Union.

- Enfin, je voudrais des instruments permettant le maintien de l'activité de production dans les territoires fragiles, il faut absolument garder ce dispositif en particulier dans les zones herbagères et dans les zones de montagnes, l'agriculture de montagne est essentielle pour l'équilibre de nos territoires. Cela doit passer, en France, par une réforme, avant la fin de l'année, des soutiens aux zones herbagères, Michel s'en occupe.

Je propose que ce débat soit conduit par le Conseil des ministres de l'Agriculture. Naturellement, en temps que Président de l'Union, j'y serai personnellement attentif.

Mes chers amis, vous l'avez compris, je veux que l'ambition que va porter la politique agricole française soit mise au service de l'Europe Et en m'exprimant devant vous et en pensant aux 600 000 visiteurs de ce salon, j'ai voulu prendre mes responsabilités.

Et je voudrais terminer en vous disant cela, les agriculteurs de France, on les a souvent flattés, souvent, à la veille des élections – remarquez comme il y a toujours des élections – vous avez été flattés souvent. Moi, ce que je veux, c'est obtenir des résultats et que vous me jugiez pas simplement sur les mots, les discours mais sur ce que l'on fait avec le ministre, sur ce que l'on obtient et pour lequel on se bat. Souvent, dans le passé, on a dit : « mais qu'est-ce que tu connais à l'agriculture ? C'est vrai, je n'ai pas été élevé dans une ferme, avec la quantité de bouquins qui ont été écrit sur moi, vous devez le savoir. Les valeurs du monde de l'agriculture, sont des valeurs que je connais bien. Ce sont celles du travail, ce sont celles de l'effort, ce sont celles du mérite, ce sont celles de la liberté, la liberté de travailler, ce sont celles de sa famille, c'est la solidarité avec sa famille, avec les collègues, avec le territoire et avec le village, ces valeurs-là, elles ont fait la France, je n'ai pas été élu pour laisser tomber ces valeurs, ce sont celles dans lesquelles je crois au plus profond de moi-même. J'ajoute que si l'on laisse mourir nos campagnes, le désastre de nos campagnes aujourd'hui sera le drame de nos villes demain. Il n'y a pas d'un côté la campagne et de l'autre la ville. Si on ne peut plus vivre dans nos campagnes, on sera obligé d'aller dans nos villes, où il n'y a pas de logement, où il n'y a pas assez de travail, où il n'y a pas assez de qualité de vie. Donc, j'ai bien le sentiment en venant ici, dans ce salon, en m'excusant d'avoir été trop long, mais comme vous le voyez, j'ai parlé avec la passion que j'ai pour ce que vous représentez et pour ce que représente l'agriculture française. J'ai le sentiment de défendre un modèle de civilisation française.

Je vous remercie.